

3^{ème} Congrès International
de l'UNESCO sur l'Enseignement et
la Formation Techniques et
Professionnels (ETFP) : « *Bâtir les
compétences pour le travail et la vie* »,

Shangai, du 13 au 16 mai 2012

VERS UN DEVELOPPEMENT INCLUSIF ET DURABLE : Quels moyens et conditions de prise en charge de la formation des « marginalisés » ?

Mme N'GADE Nana Hadiza NOMA KAKA

MINISTRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
ET DE L'EMPLOI

REPUBLIQUE DU NIGER

*La Fonction Essentielle
de l'homme est celle de
créer de l'avenir.
Paul Valéry*

LE NIGER

- Totalelement enclavé.
- Superficie : 1.267.000 km, en huit régions administratives
- Les trois quarts en zone septentrionale, en désert chaud du Sahara.
- Le potentiel en terres agricoles : 150.000 km² environ, dont terres cultivées 600.000 ha (40%)
- Le potentiel irrigable :270.000 ha dont seulement 20% mis en valeur.
- Les ressources en eau importantes mais le faible niveau technologique ne permet pas une exploitation optimale.
- La zone pastorale : 240.000 km² et disponibilités des fourragères évaluées à 60 millions d'ha et des opportunités réelles de développement de l'arboriculture fruitière et du maraîchage (dattes, agrumes, légumes, vigne...), même dans les régions d'Agadez.
- L'élevage de type extensif et source importante de revenus et d'épargne pour une grande partie de la population mais soumis aux mêmes contraintes naturelles d'instabilité pluviométrique et de déficits fourragers.
- Le Niger possède plusieurs zones minières (i) région d'Agadez (charbon, uranium, sel et cassitérite (étain)) ; (ii) régions de Niamey et de Tahoua (or, phosphates et calcaire).
- Une population estimée à 15 millions (3,3 % par an) dont 84 % en milieu rural et très jeune (environ 50 % a moins de 18 ans, et près des ¾ moins de 30 ans (2005).
- L'économie nigérienne est essentiellement rurale (41,3 % du PIB, touchant 80 % de la population active pour 11,1 % pour le secteur secondaire touchant 2 à 3 % de la même population)

Mesdames

Messieurs,

La paix ne saurait être sauvegardée et l'éducation développée sans des efforts créateurs à la mesure des dangers et des risques d'explosion sociale qui la menacent et des obstacles qui obstruent les chemins d'avenir.

Le Niger à l'instar de nombre de pays africains a, dès le lendemain des indépendances, pris la mesure de l'importance de l'éducation dans son processus de développement que nous voulons solidaire et durable.

L'injection massive de ressources nationales et l'intervention de divers partenaires en appui à l'élargissement de l'accès à l'enseignement de base ont permis de rehausser sensiblement le taux brut de scolarisation (TBS).

Ce développement rapide de l'accès à l'éducation de base n'est pas sans poser du coup le problème de capacités d'accueil du post-primaire et particulièrement du sous-secteur EFPT. On peut au passage souligner aussi que cette situation se complexifie avec les taux très élevés de déperditions qui ont été enregistrés au niveau du cycle primaire.

La vision du développement durable impulsé par le Président de la République et son gouvernement consacre, au titre de l'axe stratégique relatif à « l'accès aux services sociaux de qualité », le développement de l'éducation et de la formation professionnelle et technique comme un des domaines privilégiés et prioritaires d'intervention. A cet effet, le Niger s'est engagé à renforcer l'éducation professionnalisante de base des jeunes et des adultes.

L'érection d'un ministère en charge de la formation professionnelle et de l'emploi depuis l'avènement de la 7^{ème} République traduit le souci pour le Niger de créer la nécessaire adéquation entre le besoin légitime de qualifications de la population et les besoins du marché de l'emploi. Cette création témoigne de l'importance que les nouvelles autorités accordent aux problèmes d'emploi et de formation.

Le défi du développement des compétences techniques et professionnelles des jeunes se pose en effet avec acuité dans un pays dont la population possède des caractéristiques qui influent sur les efforts en matière de scolarisation, à savoir une forte croissance démographique (3,3% par an), une majorité de jeunes (un habitant sur deux a moins de 15 ans), une grande proportion de ruraux (83%) et une forte dispersion spatiale.

Pour améliorer l'efficacité de l'EFPT, le choix politique retenu est de passer d'une logique sociale de recyclage des déperditions du système éducatif à une logique économique de réponse aux besoins du marché, d'une logique de l'offre à une logique de la demande optimale. Ceci devra nécessairement intégrer la nécessité de la prise en charge de la demande sociale de formation dont la problématique reste majeure, le défi prioritaire et la solution urgente et cruciale.

C'est donc là la préoccupation, voire la problématique sur laquelle nous voudrions attirer l'attention de nous tous ici présents.

Au regard de l'EFPT, le contexte international, comme le témoigne le présent troisième congrès mondial, le contexte continental ou régional à l'instar de la troisième Biennale de l'ADEA, en février dernier à Ouagadougou, se veulent une fois de plus la manifestation de la prise de conscience et l'expression très forte de l'importance du sous-secteur dans les politiques de lutte contre la pauvreté et pour l'accélération du développement inclusif et durable. Encore faudra-t-il que cette prise de conscience devienne plus générale, plus forte, plus perceptible et plus volontariste dans les grands choix macroéconomiques de formation et de renforcement du capital humain dans chacun de nos pays. Car le capital humain est un des moteurs principaux sinon le moteur principal de l'augmentation soutenue de la croissance et un indicateur pertinent en matière d'investissement direct étranger (IDE).

Je ne voudrais pas revenir sur nombre de conférences et autres colloques depuis la Conférence de Jomtien (Thaïlande) en 1990, nombre de mobilisations d'experts et des organisations de la société civile, dans un rôle d'analyse, de vigilance et de plaidoyer qui ont permis à la question de l'enseignement et de la formation professionnels et techniques de sortir de plus en plus de l'ombre dans laquelle elle était plongée.

Je rappellerai seulement que l'adoption en 2000 des objectifs de l'éducation pour tous et celle des objectifs du millénaire pour le développement sont indéniablement les repères historiques de cette prise de conscience planétaire que les choses devaient changer.

Faut-il le rappeler ? A la 3^{ème} conférence des Nations Unies qui s'est tenue en mai 2001 à Bruxelles, la communauté internationale avait reconnu que la lutte contre la pauvreté passait par le renforcement des capacités nationales, notamment en matière de formation technique et professionnelle.

Puis en novembre 2007, la BAD, l'UEMOA et l'OIF réunissaient un atelier régional à Ouagadougou (Burkina Faso) pour demander aux experts de plusieurs régions d'Afrique et et d'ailleurs d'aider à répondre à cette question : comment mettre les systèmes d'enseignement technique moyen et de formation professionnelle au service de la croissance économique sur le continent, dans le contexte d'une économie mondiale en mutation rapide. Evidemment, je ne perds pas de vue le cadre du processus d'Abuja pour relancer l'EFTP dans la sous-région CEDEAO en faveur de la deuxième Décennie africaine de l'Union de l'éducation en Afrique (2006-2015)

En 2010, l'UNESCO a fait réaliser au nom de la communauté internationale le Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2010 arrive à un moment de grande incertitude et de crise financière internationale.

« **Atteindre les marginalisés** » venait rappeler à chacun que la baisse des ressources des gouvernements et la forte montée ainsi que la banalisation du chômage menacent gravement les progrès relatifs à tous les domaines du développement humain et deviennent ainsi une source incandescente d'explosion sociale. L'appréhension de la marginalité a fait même apparaître un nouvel instrument pour caractériser le phénomène et étudier l'étendue des désavantagés : le seuil de « pauvreté d'éducation », fixé à quatre années de scolarisation.

Certains peuvent se rappeler, à l'ADEA, la dernière Biennale (Maputo, Mozambique, 2008) qui a permis de dépoussiérer le concept de **l'enseignement postprimaire en Afrique et de dessiner les perspectives en termes de « Défis et approches pour étendre les opportunités d'apprentissage »**.

Chacune et chacun de nous sait et sent bien que la formation professionnelle et technique constitue non seulement une priorité stratégique mais également une condition importante dans le cadre et la réalisation de la mise en œuvre de la Déclaration du millénaire et des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) notamment pour « faire disparaître l'extrême pauvreté », « promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes » et « mettre en place un partenariat mondial pour le développement en favorisant la création d'emplois productifs pour les jeunes ». Bien plus, cela atteste du lien entre l'enseignement technique et la formation professionnelle (ETFP) et l'économie, caractérisé par une forte corrélation entre la place et le rôle du facteur « travail » dans la production de biens économiques et de biens culturels.

La réalité du problème est simple. Une Problématique qui dure ! Nombre de nos pays sont confrontés au choix cruel d'avoir statistiquement à ne pas pouvoir scolariser un nombre important d'enfants en âge d'être scolarisés. En nous intéressant plus scrupuleusement au phénomène, nous constatons pour ce qui est, par exemple, du Niger que, sur une population de jeunes de 13 à 19 ans estimée à **2.388.629, plus d'un million et demi n'a pu bénéficier d'aucune prise en charge dans aucune des différentes formes du système national d'éducation et de formation.**

Cette partie la plus souvent statistiquement invisible de l'iceberg des marginalisés, pourtant la plus importante au niveau démographique, n'est pas moins socialement explosive que d'autres, notamment les déscolarisés, etc. ! Encore faudra-t-il mettre un accent particulier dans cet ensemble sur les groupes vulnérables, les ruraux, les filles, les personnes handicapées. C'est pour nous une obligation légale de « garantir à tous les jeunes, sans discrimination, l'accès équitable à l'éducation » et de « développer l'enseignement technique et la formation professionnelle sur le plan qualitatif et quantitatif en rapport avec l'environnement socioéconomique du pays ».

Or, on sait désormais que la contribution du facteur travail dans la production dépend essentiellement de la qualification et des capacités des ressources humaines qui génèrent cette production. Toute chose qui montre, si besoin en était, l'importance de la formation professionnelle dans la performance de l'économie et donc dans la croissance économique.

Or, chacun sait et sent bien que, au niveau des secteurs économiques et des zones géographiques dans lesquelles évoluent les populations pauvres, la productivité de la main

d'œuvre est encore très faible, expliquant en partie la précarité des conditions de vie des populations. Tout le monde convient alors que cette faiblesse de la productivité est due en grande partie à la faiblesse de la qualification des ressources humaines.

C'est pourquoi, Honorables congressistes,

Je vous invite donc à faire cet exercice de mise en perspective de façon plus exhaustive. C'est un impératif qui, me semble-t-il, donne plus de pertinence à la recherche de solutions dans un contexte où l'Afrique connaît une forte poussée démographique de la jeunesse qui a et va encore plus avoir besoin de travail.

Nous conviendrons bien qu'au regard de l'immensité d'un pays comme le Niger, cela demande la mobilisation de moyens financiers et matériels conséquents. Car la question d'accès et d'accessibilité, de déploiement de dispositif inclusif pour atteindre les marginalisés, dans le contexte nigérien, c'est aussi et surtout relever le défi lié à une superficie de 1,267 millions de km². Ce qui fait de mon pays l'un des plus vastes d'Afrique (6^{ème} du continent, 22^{ème} de la planète, soit deux fois et demie la France, dix fois le Bénin, vingt fois le Togo). C'est juste pour souligner combien cela constitue un véritable défi de l'espace et du développement inclusif et durable !

Dans la continuité de nos réflexions, permettez que je puisse reprendre, ici, certaines de nos interrogations de Ouagadougou, en février dernier, à l'occasion des travaux de la Triennale de l'ADEA. En effet, comment concevoir, édifier une réponse efficace de nos systèmes d'éducation et de formation pour promouvoir, dans ces conditions, des connaissances, des compétences et des qualifications pour l'épanouissement de chaque citoyen et le développement inclusif et durable de chacun de nos pays ?

Cela implique et nécessairement doit impliquer la prise en compte de la diversité des demandes, des besoins, des profils, des dispositifs et des passerelles de formation afin de doter un maximum de jeunes et de moins jeunes de nos pays de compétences à même de favoriser leur intégration dans le tissu économique et social pour leur bien-être et l'essor économique de l'Afrique. C'est-à-dire un développement inclusif et durable qui conjugue la croissance économique, l'innovation technologique et l'équité sociale, l'essor et le rayonnement culturels, l'impératif écologique, la création d'emplois et la protection

sociale... Plus fondamentalement, cela résulte d'une volonté collective forte assumée dans le temps, prenant en compte l'idéal, les réalités et l'histoire !

Le développement de l'EFPT doit embrasser autant l'enseignement et la formation sous cursus scolaire que la réponse à une demande sociale démographiquement plus importante que constituent plusieurs millions de non scolarisés et de déscolarisés ! En cela, notre vision qui se veut résolument systémique, holistique, prospective et stratégique explore un champ d'analyse et d'actions plus vaste que celui posé par le postprimaire. C'est dire combien politique nationale et développement stratégique de l'EFPT doivent réellement contribuer à la sécurisation des parcours professionnels, à la professionnalisation durable ! Ceci vient au contraire compléter l'approche quasi-exclusive de la gestion des flux !

En définitive, la question incontournable des politiques nationales EFPT pose la question cruciale et fondamentale de notre capacité à imaginer et réaliser des dispositifs et des parcours alternatifs et des passerelles novatrices qui répondent à l'obligation de nos Etats d'offrir à demandeur actif ou passif la possibilité d'une formation tout au long de la vie !

Face à cette problématique dont la prise en charge constitue un véritable défi pour un ministère en charge de la formation professionnelle et de l'emploi, mon département ministériel, celui de la Formation Professionnelle et de l'Emploi que j'ai l'honneur de conduire peut se permettre d'indiquer quelques pistes de solution de notre dispositif de formation.

Les **centres de formation en développement communautaire** (CFDC) ainsi que les centres du **Service National de Participation** (SNP) ont pour objectifs de répondre, d'une part, au renforcement des compétences instrumentales et, d'autre part, au développement des compétences professionnelles et des compétences de vie courante.

Ils répondent à la volonté de rapprocher la formation des jeunes déscolarisés, voire non scolarisés (15 à 25 ans) en milieu essentiellement rural. Ils dispensent des formations de base ou de tout premier niveau (CAP) en Agriculture, Construction Métallique, Construction Bois, Economie Familiale, Menuiserie Bois, Soudure, Couture, Maçonnerie, notamment en vue de leur insertion dans le tissu communautaire de production.

Or, au regard des données démographiques que nous ne devons pas perdre de vue, les capacités d'accueil sont mineures ! C'est que la prise en charge constitue un véritable défi pour la plupart de nos pays. Certes, il y a lieu d'affiner des études appropriées pour réfléchir à un dispositif efficient, d'élargir les partenariats et de trouver des financements novateurs.

En attendant, comment intégrer réellement ces préoccupations fondées sur la plus large possible de mobilisation du capital humain de qualité dans la prise en charge de l'EFPT ?

Comment redimensionner les interventions du type de ce qu'a été Fast Track face à cette importante demande de formation primaire ou initiale professionnelle pour que nous arrivions à désamorcer la bombe sociale pressentie par tous ?

Comment intégrer dans nos politiques nationales, sans la contribution des partenaires au développement, notamment financiers la nécessité d'exploitation des mines ou des industries extractives, de développement des grands chantiers et autres grands travaux ?

Ceci exige un investissement prioritaire dans le développement qualitatif et quantitatif du capital humain qui soit à la hauteur des défis à relever et des objectifs visés, dans une dynamique avertie et renouvelée de gouvernance.

Pour conclure, je me permets de rappeler combien chacun de nous sent et sait bien que quelles que soient les réalités que l'on veut observer, décrire, disséquer, analyser et transformer, celles-ci ne valent qu'en fonction des regards, des jugements de valeur ou des politiques qui les identifient.

Or, toute valeur, me semble-t-il, possède un caractère bien "subjectif" et particulier auquel il faut pouvoir et savoir opposer l'exigence d'une recherche qui analyse la complexité de la réalité et aide les décideurs politiques à passer de la lucidité à l'action. Il existe une impérieuse nécessité à fouiller, bêcher et à analyser les situations de la marginalité afin de mettre fin à une profonde injustice qui met en danger la cohésion et plus largement le développement durable de nos sociétés.

Nous devons donc renforcer le dialogue et la coopération sous-régionale, régionale et internationale avec l'implication du secteur privé et de la société civile.

Pour cela l'accompagnement d'organismes comme l'UNESCO, la CEDEAO, l'UEMOA, la SADEC, l'OIF, l'ADEA reste plus que jamais d'actualité.

Enfin, Chers congressistes, Excellence Madame la Directrice générale de l'UNESCO, je suis d'accord, entièrement d'accord avec vous que «les ressources humaines sont l'énergie renouvelable par excellence ».

Je vous remercie.

Références bibliographiques

Wim Hoppers avec la contribution de Georges Afeti, Jacob Bregman, Kabiru Kinyanjui, Hans Krönner, Steven Obeegadoo and Richard Walther, L'enseignement postprimaire en Afrique Défis et approches pour étendre les opportunités d'apprentissage Synthèse et enseignements tirés de la Biennale 2008 de l'ADEA sur l'éducation en Afrique (Maputo, Mozambique, 5-9 mai 2008)

UNESCO, **Rapport mondial 2011 de suivi sur l'EPT La crise cachée les conflits armés et l'éducation** Aperçu régional Afrique subsaharienne

UNESCO, Rapport mondial 2010 de suivi sur l'EPT **Atteindre les marginalisés**

ADIUT, Philippe Margueres Rapport final **Prospection et Identification des Besoins pour le soutien au développement de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la formation professionnelle et technique au Niger**, IUT TOULOUSE, Octobre 2008.

SRDP **Rapport de révision de l'EFPT**, Niamey, Septembre 2007

Yvon Bourdin, W. Bernard Akplogan, *Evaluation finale du Programme d'Appui à la Formation Professionnelle Continue et à l'Apprentissage au Niger* Programme FED de l'Union Européenne pour le Niger, 2010

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Nombre total d'élèves du primaire	1 235 065	1 393 672	1 573 920	1 765 423	1 967 993	2 182 158	2 408 465	2 563 263
Effectif total d'élèves au base 2	184 593	235 752	282 398	334 503	392 472	456 725	527 702	605 860
Formations techniques et professionnelles (enseignement formel initial) Nombre total d'apprenants	11 026	13 866	19 147	26 125	35 264	47 118	62 334	81 648
Nb total d'étudiants au Niger (établissements s/tutelle MESSRT)	11 484	13 476	16 161	18 868	21 597	24 348	27 122	29 918

Données de base (sur fond vert)

Année cible différente de l'année cible globale (sur fond bleu)

POPULATION NIGERIENNE RGH

Agesexe	AGE	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Age 13, Total	13	345955	359100	372743	384640	396917	409585
Age 14, Total	14	332238	344576	357373	370245	383581	397398
Age 15, Total	15	312623	323752	335277	349243	363790	378943
Age 16, Total	16	303043	316461	330474	342447	354854	367711

Age 17, Total	17	289864	302680	316063	327834	340044	352708
Age 18, Total	18	278087	290091	302614	314018	325852	338132
Age 19, Total	19	266308	277501	289164	300202	311660	323556

Total	13-19	2.128.118	2.214.161	2.303.708	2.388.629	2.476.698	2.568.033
--------------	--------------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------

13 – 19 ANS	2008	2009	2010	2011
Demande sociale de formation non exprimée ou non satisfaite en attente	1 756 466	1 761 958	1 757 408	1 732 681

